

informations de "le fédéraliste"

"LE FEDERALISTE" revue de politique - Corso Cavour, 16 - PAVIA

REUNION INTERNATIONALE DE "AUTONOMIE FEDERALISTE"

Le 30 Septembre s'est réuni à Bâle le courant "Autonomie Fédéraliste". Des militants provenant de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, y ont participé. Ainsi qu'il avait été décidé dans la réunion précédente au cours de laquelle tout le monde était tombé d'accord sur la nécessité de relancer l'action dans le domaine fédéraliste, la forme que ce relancement de l'action devra assumer, a été examinée.

Le projet de l'action-cadre présenté par "Autonomie Fédéraliste" au Congrès de Lyon du M.F.E. et sommairement décrit dans le dernier numéro des "Informations du Fédéraliste", a été accepté à l'unanimité moins deux abstentions.

Les instruments nécessaires à la mise en oeuvre effective de l'action-cadre ont en outre été examinés et les décisions suivantes ont été prises:

1) rédiger une déclaration d'intentions pour illustrer la signification politique et morale de l'action, et rédiger en outre, dans le même esprit mais d'une façon extrêmement brève et simple, les formules qui devront paraître sur la fiche d'adhésion qui restera entre les mains du citoyen adhérent;

2) préparer un mécanisme de contrôle automatique afin de pouvoir maintenir l'action-cadre dans les grandes lignes fixées à l'avance;

3) ne mettre l'action en marche que si l'on peut disposer dans au moins trois villes allemandes, trois villes françaises et trois villes italiennes, de groupes efficaces;

4) intégrer cette action dans le cadre du M.F.E., de la façon que le Comité Central jugera la plus opportune;

5) prendre, le 27 Janvier, à Bâle, au cours de la prochaine réunion internationale de "Autonomie Fédéraliste", les décisions définitives concernant tous les détails de cette action, et fixer la date et les modalités de sa mise en route.

Dans le but de formuler des propositions concernant les points 1) et 2), a été nommée une commission ad hoc.

Nous publions au cours des pages suivantes le rapport sur l'action-cadre présenté au Comité Central du M.F.E. du 27-28 octobre 1962. Ce projet a été bien accueilli par le Comité Central qui s'est réservé le droit de décider quels seront les rapports précis à établir entre l'action et le M.F.E. au cours de la prochaine réunion et sur la base d'un projet définitif.

AUTOFINANCEMENT

Nous renvoyons au prochain numéro du bulletin, la publication du bilan préventif de toutes les dépenses concernant l'action-cadre, ainsi que celle du bilan de l'autofinancement de "Autonomie Fédéraliste".

Ces jours-ci quelques militants français de "Autonomie Fédéraliste" ont commencé à participer à l'autofinancement qui s'est ainsi étendu à la France également. Le Français chargé de recueillir les cotisations est Jean Luc Allouard, 2 rue Comte, Lyon. Nous prions donc tous ceux de nos amis français qui ont l'intention d'apporter leur contribution à l'autofinancement de se mettre en contact avec Allouard. Nous vous ferons connaître dans notre prochain bulletin, le numéro du CCP, pour l'autofinancement français.

SITUATION DE LA REVUE

Comme revue italienne, "Le Fédéraliste" se maintenait tout seul et présentait même un certain actif. Avec la diminution du nombre des abonnés en Italie, à cause du changement de langue, et en raison de l'augmentation des dépenses due aux frais de traduction et de diffusion hors de l'Italie, actuellement les entrées ne suffisent plus à couvrir les dépenses. Il est donc nécessaire que tous les autonomistes se prodiguent pour la diffusion de la revue et l'augmentation du nombre des abonnements. Etant donné le prix modeste de la revue, avec un peu de bonne volonté on peut recueillir de nombreux abonnements parmi les amis, les connaissances, ou pour des bibliothèques, des associations, etc...

Nous soulignons le fait qu'il n'est pas possible d'affronter des devoirs politiques assumant, comme les nôtres, une vaste portée historique, sans une revue et une pensée.

Projet d'action-cadre pour la M.F.E.

Au cours de sa dernière réunion le Comité central a autorisé le courant d'"Autonomie fédéraliste" à exposer son projet d'action-cadre à la prochaine réunion. Par ce document "Autonomie fédéraliste" le présente par écrit, désirant ainsi faciliter la discussion dans cette réunion très chargée, et estimant que seuls des rapports écrits présentés à l'avance permettent de prendre des décisions méditées.

Le problème qu'on tâche de résoudre.

Si l'on réfléchit à la situation actuelle du M.F.E., au nombre et à la vitalité des ses sections, on constate qu'une des causes qui le rendent incertain et qui en empêchent le développement consiste en ce que chaque section, quand elle essaie d'acquérir une certaine influence dans la ville où elle opère, n'atteint jamais des résultats suffisamment satisfaisants et, par suite, retombe dans l'immobilisme et dans l'isolement après une période plus ou moins longue d'actibisme. C'est un phénomène qui s'est vérifié toujours et partout. Les sections du M.F.E. se réveillent quand, par hasard, un homme de bonne volonté les ranime. Cet homme de bonne volonté et réveille d'autres, beaucoup s'attellent à la tâche. Mais leur travail ne donne pas de résultats appréciables et tout rentre dans l'ombre. Le M.F.E. ne réussit donc pas à rendre stables les nouvelles énergies qui pourtant se présentent et il demeure immobile. A notre avis il en est ainsi parce que, dans la situation présente du Mouvement, le travail des fédéralistes ne dépasse jamais le stade de la pure propagande et que par conséquent tout ce travail est stérile: des discours que peu de monde, toujours moins nombreux, écoute; des réunions qui faute de résultats et de nouveaux buts à atteindre, deviennent de plus en plus apathiques.

En effet on peut affirmer sans hésitation que le M.F.E. ne pourra pas se développer tant que le travail de ses sections ne dépassera par le stade de la simple propagande. La propagande n'est efficace que quand elle est un moyen, non pas un but, et que c'est la propagande de quelque chose qui se développe et croît visiblement. Dans le cas de la politique, la propagande n'est efficace que si elle est la propagande d'une manière de s'emparer d'un pouvoir ou de le garder et qu'il est possible à tous ceux à qui elle s'adresse d'y participer peu ou beaucoup.

La force de la propagande politique n'est pas une fonction des moyens financiers dont on peut disposer, mais une fonction du nombre et de la fermeté des individus qui peuvent participer à l'action politique qu'elle indique (bien des fois une minorité apparemment isolée, mais qui connaissait les chemins du pouvoir, a pu résister longtemps et puis soudain conquérir la faveur totale de l'opinion publique, presque sans argent, sans moyens d'information et de propagande et en ayant contre elle toutes les forces possédant le pouvoir légal, l'appareil de propagande de l'Etat et la plupart des ressources disponibles). Si

l'on applique ces considérations d'évidence à notre problème, la propagande fédéraliste, il apparaît clairement que la simple explication des désavantages dus à la division de l'Europe et des avantages résultant de son union fédérale ne sert à rien, (le citoyen qu'on aborde remarque: "C'est vrai mais qui réalisera cette union? En avez-vous la force?") Si elle n'est pas accompagnée et étayée par une autre propagande: justement la propagande qui dit comment faire l'Europe et comment ceux à qui cette propagande s'adresse peuvent participer à sa construction.

Dans le cas de la politique normale, le gouvernement des Etats, la propagande des partis - s'il s'agit vraiment de partis, c'est-à-dire de parties d'un pays et non seulement de petits groupes isolés de velléitaires - réussit toujours, quelle que soit la manière de la faire, parce que en ce cas il suffit de podifier les opinions des citoyens pour modifier la quantité des voix des partis et par conséquent la situation du pouvoir national et la conduite du gouvernement. C'est la cadre où agissent les partis - l'Etat - qui fait automatiquement coïncider la propagande d'une idée avec celle de la manière de lui donner du pouvoir. Ce fait donne même de l'efficacité à la manifestation la plus élémentaire de la propagande: le dialogue de deux individus dont l'un essaie de convaincre l'autre. Dans le cadre de l'Etat, chacun de ces dialogues constitue un élément infinitésimal mais réel de l'opinion publique et entre dans la balance du pouvoir national. Rien n'est donc gaspillé. Tout ce qu'on fait ou qu'on dit tend à être utile.

Au contraire, dans le cas dont nous nous occupons, c'est-à-dire la fondation de la Fédération européenne (un Etat nouveau), la propagande pour cet Etat ne coïncide pas automatiquement avec la propagande sur la manière de le faire naître et par conséquent les destinataires utiles, ceux qui devraient se convaincre et participer à l'action font défaut. Cela est dû au fait qu'il manque un cadre extérieur, ayant une fonction analogue à celle de l'Etat vis-à-vis du parti, qui fasse coïncider l'augmentation des personnes favorables à la Fédération européenne avec l'augmentation du pouvoir de la fonder (le pouvoir constituant). C'est cette situation qui oblige les militants et les sections à ne se proposer que la tâche d'obtenir des consentements en faveur de l'Europe. Mais, comme nous venons de le dire, il s'agit d'un travail de Sisyphe. Il n'y a pas un rapport direct entre le nombre des convaincus et le pouvoir constituant européen; les convictions ne durent pas, elles se font d'un côté et se défont de l'autre, et ainsi de suite. C'est pourquoi tout ce qu'on fait et dit tend à être inutile. L'effort de chacun ne s'additionne pas à celui des autres, il ne se forme ni un réseau efficace de militants ni une opinion publique favorable à la Fédération. Et sans une opinion publique favorable il ne se forme pas sur le terrain européen - au minimum les Six - une balance de pouvoir portant sur un plateau la Fédération et sur l'autre la division en Etats nationaux souverains. Cela veut dire que, quelque effort que les fédéralistes fassent, ils ne peuvent pas même se battre, qu'ils ne réussissent pas même à faire naître un embryon du pouvoir de fonder l'Europe, qu'ils ne réussissent pas à donner naissance au "fédérateur". Finalement, ou bien les fédéralistes dépasseront cette situation ou bien ils sont desti-

nés à rester perpétuellement au point de départ.

Pour la dépasser, il faut disposer d'un cadre européen qui fasse visiblement coïncider la propagande des avantages de l'Europe avec celle de la manière de la fonder. Ce cadre n'existe pas, il faut le créer. Les cadres européens existants ne sont pas politiques et ne permettent donc ni la formation de militants européens ni la mobilisation de l'opinion publique. Les cadres politiques nationaux ne servent nullement à ce but. Ils empêchent en effet la formation d'une vigoureuse opinion publique européenne au-dessus des Etats, parce qu'ils divisent ceux qui sont favorables à l'Europe en Européens Allemands, Français, Belges, Italiens, etc., et qu'ils soumettent en outre ces faibles divisions entre gens pour ou contre l'Europe, internes à chaque pays, aux divisions existantes à propos du Gouvernement des Etats qui apparaissent plus urgentes et plus importantes dans le domaine de l'optique nationale. Le problème à résoudre est donc celui de la création d'un cadre européen de repère pur l'opinion publique par une action ad hoc, qui le fasse vivre dans la tête des individus comme une réalité psychologique. Une action-cadre, qui n'exclut aucune autre action fédéraliste, mais qui au contraire les valorise toutes en leur diversité même, diversité nécessaire pour pouvoir adhérer à la réalité humaine, les reliant les unes aux autres par un même fil et nous octroyant la possibilité de les additionner. Une action de ce type doit être faite par les européens eux-mêmes guidés par les fédéralistes; elle doit leur insuffler l'idée qu'une lutte politique européenne est en train de naître et que par conséquent il en dérivera un cadre européen de pouvoir et elle doit progresser dans le temps, de manière à faire dépendre des européens eux-mêmes et de tous les hommes de bonne volonté entrant dans les rangs des fédéralistes, le renforcement de ce cadre c'est-à-dire le renforcement du pouvoir de faire l'Europe. C'est la seule façon d'unifier la propagande pour l'Europe, avec celle de la manière de la faire, et de lui créer un public: ceux qui sont invités à y participer. Si cette condition est remplie il va de soi que les fédéralistes seraient à même d'influencer toutes les organisations (religieuses, culturelles, syndicales et politiques) dont les intérêts sont convergents avec l'unité politique de l'Europe: que la grande presse, qui s'occupe des partis seuls, s'occuperait enfin des événements de la politique fédéraliste: en un seul mot que les fédéralistes deviendraient enfin ce que ils devraient être par définition: les leaders de la lutte pour la Fédération européenne.

L'action-cadre

Forme de l'action. 1) Collecte d'adhésions à la Fédération Européenne moyennant la signature au bas d'une fiche et paiement de son coût d'impression et de conservation aux archives. Cette fiche doit contenir en haut un slogan ou mot d'ordre fédéraliste, au centre un symbole et une courte explication très simple du combat pour l'Europe et au bas l'explication de la raison pour laquelle celui qui adhère doit payer la fiche: le financement autonome de la campagne. Ces formules

doivent donner une idée vigoureuse de la valeur de l'adhésion: le retrouvement d'une âme politique. Cette collecte peut être faite par un seul individu, par un groupe, par une section; on peut, la faire en privé, entre amis, là où l'on travaille, on étudie, on se retrouve, ou publiquement par des manifestations publiques: on peut la faire par exemple sur les places publiques etc. Toutefois on doit compter et déposer aux archives chaque signature parce que la Campagne doit avoir come objectif l'obtention de la majorité en faveur de la Fédération, du moins dans le domaine des Six pays. En substance tandis que l'adhésion de chacun doit tirer sa force de l'importance des principes inclus dans la fiche, la campagne tout entière doit se nourrir de l'idée-force du recensement volontaire des européens, en tant que peuple fédéral européen.

2) La prise de position de la part des recensés et de tous ceux qui adhèrent régulièrement en cette occasion, aux égards des grands problèmes politiques qui ne sont pas résolus ou qui sont mal résolus parce qu'ils ne sont pas à la portée des gouvernements nationaux. Si l'organisation est en mesure de le faire, on doit organiser ces prises de position toutes les fois que ces problèmes deviennent actuels et qu'ils émeuvent et intéressent l'opinion publique.

Moyen technique: une collecte de signatures non plus individuelles mais par groupes de quelques dizaines, sur une feuille officielle de la campagne portant le texte de la prise de position. Ce deuxième aspect de la campagne est doublement nécessaire: d'abord pour politiciser graduellement la campagne elle-même en correspondance avec la maturation du problème européen et deuxièmement pour renouveler la participation de ceux qui ont déjà adhéré pendant toute la campagne qui ne sera pas brève: en hypothèse elle peut durer dix années.

Climat politico-social de la campagne. On ne peut pas évaluer la portée de ces opérations sans tenir compte du climat politico-social de l'Europe des Six, pour lequel la campagne a été conçue en particulier. Pour une campagne fédéraliste ce milieu présente, au niveau de l'opinion publique, l'"européisme diffus", et, au niveau des militants, il offre le peu d'individus organisés par les différents associations/fédéralistes et "européistes" et les nombreux individus disponibles, mais actuellement inactifs, qui agiraient si l'on découvrait et si l'on adoptait la solution de l'équation "travail-résultat". Ces attitudes et ces dispositions présentent un caractère de stabilité et de consistance car ils sont le reflet, dans l'âme de la population, des aspects permanents et fondamentaux de la situation politique de l'Europe continentale occidentale. Dans cette partie de l'Europe l'éclipse de la souveraineté nationale et la dimension supranationale de l'action humaine dans les domaines économique, technique, scientifique, etc... ont provoqué une véritable unité européenne de fait et, en outre, comme conséquence de cet état de choses (en raison de la condition qui existe entre le développement supranational de la société et les limites nationales du pouvoir politique) la décadence morale et intellectuelle de la vie politique. Il n'est pas de personnes moralement saines qui ne constatent la contradiction croissante entre les valeurs et les faits dans le domaine de la politique, même si, par manque d'une critique fédéraliste vigoureuse des Etats nationaux et des forces qui les soutiennent, on ne voit pas encore dans l'Etat national la cause de cette contradiction; et il n'est pas d'européen qui ne se rend compte du succès mondial du marché commun et de l'impuissance persistante des Etats nationaux dans la politique internationale, et qui n'attribue les succès de l'Europe à l'unité de fait, et ses humiliations à sa division en Etats.

En fait, l'unité européenne de fait est de loin plus importante que la gangue politique (le système national des Etats souverains avec ses champs formés de lutte pour le pouvoir et son masque confédéral européen) qui la suffoque encore à l'Ouest et qui empêche son expansion à l'Est; il ne semble donc pas dangereux de penser que l'ouverture d'une petite brèche politique dans ce système suffirait pour en faire sortir un fleuve d'hommes capables de la faire éclater. Tant à l'Est qu'à l'Ouest, dans les Etats le pouvoir n'est soutenu que par ceux qui en profitent, il n'a pas de liens profonds avec la population, il se maintient plus par force d'inertie et parce que actuellement il n'existe pas d'autres alternatives qu'en raison de ses propres forces.

Les énergies sociales libérées par la nouvelle situation de l'Europe dans l'après-guerre n'ont pas encore généré une véritable force politique par manque d'une action efficace et autonome de l'avant-garde fédéraliste. C'est pourquoi la tête (européisme organisé et organisable) est restée partagée et embryonnaire, la suite (européisme diffus) est restée dispersée, et toutes ces énergies, dans leur ensemble, sont demeurées sous la tutelle des directions nationales de l'action politique. Elles resteront telles, et finiront par se décomposer, si l'on n'entreprend pas rapidement une action modelée sur leur caractère profond, même s'il est encore à l'état embryonnaire (l'alternative fédérale au système national des Etats souverains) et sur leur faible degré actuel de maturité politique. La campagne proposée, qui a pour tous un point de départ très simple (la signature d'adhésion) mais dans la perspective d'un but très ambitieux (recensement volontaire du peuple européen) possède ces caractères et devrait au fur et à mesure qu'elle se développe, s'imposer à l'opinion publique et mobili-

ser l'européisme organisé et l'européisme organisable, dans les couches les plus proches (individus déjà orientés vers le fédéralisme) que dans les plus lointaines (individus qui font de l'état de la société et de la contradiction entre les valeurs et les faits une question personnelle).

Intensité et durée de la stimulation. Il s'agit donc de voir si la campagne proposée stimule effectivement à l'action. Il est de fait que les fédéralistes du M.F.E., même ceux du courant de minorité "Autonomie Fédéraliste", sont suffisamment forts pour dépasser le moment d'inertie pour faire partir la campagne sur un front européen supranational et pour la doter d'un nombre d'adhésions d'environ un demi-million à un million au cours d'une année. Et il est légitime de prévoir que, avec un million, ou presque, d'adhésions, cette campagne acquerrait une force d'attraction suffisante à mobiliser les énergies extérieures au M.F.E., d'abord autour des zones géographiques et des noyaux sociaux touchés au début, ensuite en tâche d'huile.

La prévision est légitime en raison des considérations suivantes. On parle de l'Europe par la force des choses. Or, dans les points touchés par la campagne tout individu, qui parlerait de l'Europe, parlerait aussi de cette campagne ("Qu'est-ce que c'est que ce recensement volontaire du peuple européen? Est-ce qu'il sert ou est-ce qu'il ne sert pas?"), ils parleraient aussi de son but, à savoir d'une majorité en faveur de la fédération, comme d'une entreprise dont le succès dépend de l'individu lui-même, de ses amis, de chaque européen, c'est à dire comme d'une chose qu'il faut faire passer dans les mains de tous. La campagne se trouverait ainsi dans l'esprit de la population toujours un peu plus loin que son degré de réalisation: cet écart étant constitué par la fait que celui qui en prend conscience peut la développer ultérieurement. Et cette responsabilité personnelle de tous les individus acquerrait à mesure que la campagne progresserait et qu'elle trouverait pour cela des adversaires, une consistance toujours plus grande. Quand le nombre des adhésions et l'extension territoriale aurait atteint un certain niveau, fonctionnerait en effet le mécanisme suivant: plus serait grand le nombre d'adhésions plus la campagne aurait de poids, plus elle aurait de poids, plus les amis de l'Europe seraient obligés de la soutenir et plus ces ennemis (communistes orthodoxes, nationalistes et toute sorte de déplacés ou de réactionnaires) de lui faire obstacle.

Ce mécanisme de stimulation ne serait d'autre part freiné par aucun goulot d'étranglement. Les signatures d'adhésion pourraient être données n'importe quand et n'importe où avec une dépense minimum de la part de l'adhérent, aucune perte d'argent pour celui qui recueille les adhésions, et avec des organisateurs improvisés. Même le doute au sujet de l'efficacité de la campagne, fatalement fort au début quand on ne posséderait pas encore l'expérience des résultats, serait contrebalancé par le fait que l'adhésion ne comporterait aucun sacrifice, et par l'idée que de toute façon il vaudrait la peine de prendre position en faveur de l'Europe, que dans ce cas-là tout sert, etc...

Comme il n'existerait pas de date fixe pour recueillir les adhésions et comme toute signature constituerait un nouveau pas, on peut prévoir que la stimulation se manifesterait à tout moment et en tout lieu dans toutes les personnes n'étant pas hostiles à l'Europe, faisant ainsi progresser continuellement la campagne en profondeur (dans chaque lieu) et en extension (sur toute l'Europe occidentale et, en marge, même sur la partie de l'Europe soumise aux dictatures). On peut en outre prévoir que cette stimulation aurait une longue durée, le temps nécessaire pour atteindre, du moins dans le cadre des Six, la majorité en faveur de la fédération. Et il est, d'ores et déjà, certain, que la

campagne, même si la réalité devait démentir en partie ces prévisions, serait de toute façon une première manière d'affronter le problème préalable qui, pour l'instant, n'est pas résolu: à savoir le problème de l'unification de la propagande et de l'action, de la fondation d'un mécanisme général de stimulation des attitudes fédéralistes.

Déploiement de la campagne. Etant donné la puissance du mécanisme de stimulation, la campagne créerait pour tous les Européens, dans les limites dans lesquels la prévision se réalisera, une occasion de prendre contact avec le fédéralisme militant. En raison de la faible force d'attraction du M.F.E., cette occasion, qui est la condition préalable du recrutement et de la formation des militants et des sympathisants, s'est produite, jusqu'à maintenant, pour un nombre très limité seulement de personnes, qui ont été approchées directement par les quelques fédéralistes actifs. La campagne, en progressant et en atteignant tous les Européens, tamiserait toute la bonne volonté européenne tant réelle que virtuelle, et mettrait ainsi en action toute la force disponible.

Ceci est l'un des aspects essentiels du projet. La campagne, en se déployant, entraînerait avec elle l'extension de l'organisation fédéraliste supranationale. En effet les progrès ne résideraient pas seulement dans l'accroissement du nombre des adhésions mais également dans celui de tous les éléments liés au recueil des signatures. Il s'agit de voir quel sont ces éléments. Un exemple local pourrait avoir le caractère suivant. Après avoir recueilli sans aucun plan et grâce à des organisateurs improvisés, un certain nombre d'adhésions, se manifesterait, dans la ville en question, la volonté de rester sur le champ et de former un groupe de militants car il serait né un mobile tant à augmenter le nombre des adhérents qu'à se mettre en rapport avec ceux qui seraient en train de faire le même travail politique dans les autres villes. Au sein du groupe, se feraient jour la tendance et l'habileté à planifier le recueil d'adhésions avec le choix de buts partiels et progressifs, avec l'articulation du plan par réseaux sociaux et territoriaux, avec recrutement d'amis pour faire face à la tâche. Le groupe acquerrait le caractère de centre d'agitation de l'opinion publique, et l'idée que tous les citoyens pourraient être approchés prendrait corps. En raison de ce fait, et de cette perspective, le groupe serait attaqué par les ennemis de l'Europe qui devraient essayer d'empêcher que la campagne ne pénètre dans leurs propres rangs; ils recevraient les invitations à collaborer de la part d'amis ou de faux amis de l'Europe et ainsi de suite. C'est pourquoi il se développerait un débat politique, public et permanent sur les rapports entre les faits de la politique et de l'économie et le problème européen; et le problème européen serait encadré en raison de la forme de la campagne (recensement du peuple européen) et de l'intervention directe des citoyens en dehors des cadres nationaux de référence, dans l'optique du "Peuple européen", c'est à dire du droit des citoyens d'Europe à avoir voix au chapitre dans les décisions européennes, essentielles pour leur destin et par conséquent de la responsabilité des forces politiques qui empêchent à qui ne reconnaissent pas l'exercice de ce droit démocratique fondamental. Ce débat obligerait le groupe à prendre des positions politiques, donc à utiliser le second levier de la campagne (le prises de position de la part des recensés). La liaison avec l'organisation fédéraliste supranationale et la participation à l'élaboration collective de sa ligne politique, permettraient au groupe d'affronter avec efficacité cette tâche. Cette liaison, en insérant le groupe dans la culture qui se manifeste dans l'optique supranationale et fédéraliste, lui donnerait, également, la possibilité d'affronter l'autre responsabilité

essentielle qui émergerait de l'action et du débat, à savoir la responsabilité de fonctionner non seulement comme centre d'agitation mais aussi comme centre de culture active, engagée. Le débat mettrait, en effet, en discussion le fondement même de la légitimité politique et de l'organisation de la société - le système national des Etats souverains - et par conséquent toutes les conceptions du cours de l'histoire, de la politique et de la société.

Le mécanisme de la campagne, outre qu'à diriger l'europhisme organisé et organisable vers la formation de groupes locaux ayant un caractère de centre d'agitation et de culture ferait également converger ces groupes. La somme des adhésions dans chaque ville, n'aurait, en effet, de valeur que comme élément d'un tout, le nombre global des adhésions dans l'Europe toute entière. L'unité d'organisation au niveau supranational serait donc la condition indispensable pour l'existence et pour l'action, des groupes locaux. La tendance à atteindre les degrés d'unité culturelle et politique nécessaires à assurer l'unité d'organisation se ferait alors jour. Etant donné le caractère de l'unité d'organisation, la convergence des groupes en étroit contact culturel et politique avec leur ville, c'est à dire avec tout ce qu'il y a de différent dans l'Europe, l'unité politique et culturelle ne pourrait être que la représentation de cette convergence, la conscience théorico-pratique de ce qu'il y a de commun dans ces diversités de l'Europe d'aujourd'hui, en dernière instance la connaissance objective du cours de l'histoire. Cette unité des groupes entre eux et avec la population, donnerait à l'ensemble un caractère de véritable mouvement politique supranational, et, au centre, la capacité d'émaner des directives qui seraient effectivement exécutées et des mots d'ordre qui seraient effectivement diffusés, par les groupes locaux, et qui éveilleraient un profond écho dans l'âme de tous ces Européens.

Rapports avec le M.F.E. Il n'est pas nécessaire de démontrer qu'un centre qui émane des directives à des groupes, suivi par l'opinion publique qui les exécute, constitue une force politique; ni de démontrer que, quand la campagne aurait rejoint ce stade de développement il y aurait, dans la balance de pouvoir de chaque Etat, le "fédérateur"; enfin il n'est pas nécessaire de démontrer non plus que, là où il existe une force, on peut compter sur soi, et non pas sur les autres, ce qui revient à dire que les fédéralistes comprendraient que c'est à eux et non pas à d'autres forces politiques de conduire la lutte pour la fédération européenne. Il s'agirait plutôt d'analyser le caractère de ces faits, c'est à dire le rapport entre le développement de l'action-cadre et la stratégie de la lutte fédéraliste. Mais notre examen ne doit pas s'étendre à ces questions, qui constituent du reste un problème à part. Il existe, naturellement, un lien entre l'action-cadre, ou tout autre plan réaliste de développement, et la ligne politique du fédéralisme. Toutefois, à l'état actuel des choses, comme il n'existe pas de force fédéraliste à guider dans la lutte pour le pouvoir de fonder la fédération, les conceptions stratégiques de la lutte ne sont que de simples hypothèses de travail. Il n'est donc pas opportun de lier la reprise de l'action à la conception stratégique d'un courant ou de l'autre, même si tous ont le devoir de développer, dans l'action et pour l'action, leur point de vue politico-culturel. Aujourd'hui il s'agit de mettre en branle le fédéralisme. La conception la plus féconde, la plus capable de le diffuser et de le diriger, s'imposera spontanément.

Rapports avec les autres Mouvements. En général ce qui vaut pour les courants du M.F.E. vaut également pour les autres Mouvements. En fait, si la campagne mobilise et unifie l'euro-péisme organisé et organisable, ou les Mouvements participeront à la campagne, en subissant le processus politique unitaire avec ses conséquences organisatives évidentes, ou ils mettront en évidence leur stérilité et disparaîtront.

Rapports avec le C.P.E. Les rapports avec le C.P.E. assument un relief particulier dans la question de l'action-cadre, car le projet de cette action n'aurait pas été possible sans l'expérience tant du C.P.E. que des limites qui lui ont empêché de se développer. Avec les élections primaires, comme forme minimum de l'action, le C.P.E. impliquait l'existence d'un réseau d'organisations locales, qui en fait n'existait pas; et avec la représentation il impliquait un pouvoir sur le cours des événements, et une influence sur l'opinion publique, qui constitue encore aujourd'hui un point d'arrivée, et non pas un point de départ. Si nous pouvions dans la situation politique actuelle, organiser dans 50 ou 100 villes, les mêmes jours, une élection générale du C.P.E. sur le problème de l'Europe politique, en revendiquant contre l'Europe des Etats et contre la nullité de ses opposants (qui ne défendent même pas la plateforme à six) le droit des citoyens européens—du "peuple européen"—de participer de façon démocratique à la construction de l'Europe, nous ferions maître un gros mouvement d'opinion publique, un véritable pouvoir européen, et nous serions donc en mesure de donner à la représentation du C.P.E. le caractère d'un véritable interlocuteur des gouvernements nationaux, le caractère du "fédérateur". Mais il est de fait que nous ne pouvons pas organiser de cette façon ces élections du C.P.E. même pas dans dix villes, ni même dans cinq villes de l'Europe. Il s'agit donc d'agir de façon à combler le vide qui nous sépare de possibilités de ce genre.

Instruments de la campagne. Ce projet lui-même, dans son ensemble, est un instrument de la campagne. La prévision de ce qui peut arriver est en effet le seul moyen permettant de trouver de bonnes règles d'action, et, dans ce sens, toutes les prévisions du projet sont à la fois des règles d'action, des buts à atteindre, en un mot des instruments mentaux de la campagne. En outre, le M.F.E., avec son organisation et son gouvernement, est lui aussi un instrument de la campagne. Mais outre qu'au projet et qu'au M.F.E., certains instruments spécifiques, sont nécessaires, et en premier lieu, et en général, un instrument de contrôle contenu dans le mécanisme même de l'action, à fin de plier à la discipline nécessaire le grand nombre d'organiseurs improvisés à employer, et sur lesquels, du moins au début, le M.F.E. n'aurait aucun pouvoir. S'il n'existe pas d'unité de fiches et d'archives, il n'est pas possible de faire la somme des adhésions; et s'il n'existe pas d'autofinancement du recueil des adhésions, il n'est pas possible de les étendre. Il s'agit par conséquent d'imprimer les fiches et de les mettre aux archives—sauf la partie à laisser au citoyen et celle qui ira aux archives locales—dans un centre unique; de ne les fournir que contre remboursement, au moins partiel, des frais d'emprimerie et d'archives (qui seront ensuite absorbés par les adhérents); et de ne compter que les fiches fournies par le centre et qui y sont retournées; c'est à dire d'instituer une commission centrale ad hoc chargée de ces devoirs (le point sur le remboursement n'a pas encore été discuté par le courant).

Les autres instruments indispensables pour le lancement de

la campagne ne doivent pas être acceptés par tous. Il s'agit des idées qui devront la soutenir. Il est évident qu'il est indispensable de fournir les raisons pour lesquelles ont invité à participer ou à adhérer au recensement volontaire du peuple fédéral européen. Mais il n'est pas nécessaire, et comme nous l'avons déjà dit, ce n'est même pas opportun, de lier la campagne à une seule conception stratégique. A ce propos "Autonomie Fédéraliste" est de toute façon en train de préparer une "Déclaration d'Intentions" et une série d'opuscules de culture politique.

Phase actuelle de préparation de l'action-cadre. Le courant de minorité "Autonomie Fédéraliste" est en train de terminer l'étude des aspects techniques de la campagne et la préparation des groupes nécessaires pour la lancer, au printemps prochain, sur un front supranational (la présence allemande, outre à la présence française et à la présence italienne est assurée; la participation belge et hollandaise manque encore au contraire) avec les forces politiquement qualifiées et suffisantes pour recueillir, au cours d'une année, plus d'un demi-million de signatures d'adhésion.

Décisions du Comité Central du M.F.E. Le Comité Central peut décider de faire sienne l'action-cadre. Dans ce cas une négociation préliminaire est nécessaire pour la formation et le siège de la commission ad hoc. Ou bien il peut se réserver le droit de ne l'adopter que quand elle aura prouvé à travers les faits son efficacité. Dans ce cas "Autonomie Fédéraliste", en groupe discipliné, demande seulement de pouvoir l'entreprendre comme une action reconnue par le M.F.E. "Autonomie Fédéraliste" rappelle qu'elle s'est présentée au congrès de Lyon avec un document qui contenait deux points essentiels: l'action-cadre, et la discussion à fond sur la nature politique du M.F.E., et elle se réserve le droit de préciser son attitude au cas où le Comité Central n'adopte ni la première ni la deuxième décision.